



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



Direction départementale des territoires **des Deux-Sèvres**

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure

« Retard de fauche sur prairie »

« PC_NINO_HE04 »

du territoire « Niort Nord-Ouest »

Campagne 2015

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif prioritaire est de favoriser et préserver la nidification des espèces prioritaires (en particulier l'Outarde canepetière). La gestion plus extensive (baisse de la fertilisation et baisse de la fréquence de fauche) est favorable à de larges cortèges d'espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe entretenues par la fauche, elle permet d'accomplir leurs cycles reproductifs (fructification des plantes, nidification pour les oiseaux) dans un objectif de maintien de la biodiversité.

La conservation de zones pâturées ou fauchées avec une période de non-intervention de 72 jours en période de nidification (20 mai-31 Juillet) favorise la biodiversité, la ressource alimentaire des espèces prioritaires du territoire, la préservation de la nidification et donc la réussite de reproduction des espèces prioritaires.

Le maintien des prairies et leur gestion extensive favorisent la ressource en eau en limitant les transferts de polluants.

Cette opération contribue principalement aux domaines prioritaires 4A et 5E fixés par l'Union européenne pour le développement rural.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 298,93€ par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

Le montant de votre engagement est éligible dans la limite du montant plafond par exploitation et par année fixé au niveau régional par chaque financeur national.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure « **PC_NINO_HE04** » n'est à vérifier.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure « **PC_NINO_HE04** » les **surfaces en Prairie Temporaire, Prairie Permanentes ou parcelles fourragères** de votre exploitation, dans la limite du montant plafond fixé au niveau régional.

Surface d'intérêt écologique (SIE) : *les surfaces comptabilisées au titre surfaces d'intérêt écologique dans le cadre du paiement vert ne sont pas éligibles.*

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Le diagnostic justifie l'éligibilité des parcelles : Ne sont éligibles que les parcelles répondant aux enjeux de conservation de la biodiversité et à l'amélioration de la ressource en eau.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 9 juin de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « **PC_NINO_HE04** » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive).** Dans ce cas, les demandes de versements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Réalisation d'un diagnostic parcellaire avant le dépôt de la demande d'engagement	Vérification de l'existence du diagnostic	Diagnostic	Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions mécaniques (fauche, broyage) et pratiques de pâturage sur chacune des parcelles engagées	Vérification du cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire ¹	Totale
Aucune intervention mécanique et absence de pâturage pendant la période du 20 mai au 31 juillet sur 100 % de la surface engagée	Visuel et vérification du cahier de pâturage et de fauche	Cahier de pâturage et de fauche	Réversible	Principale	Totale
Respect de la période d'interdiction de fauche et de pâturage du 20 mai au 31 juillet			Réversible	Principale	Seuils
Absence de destruction des prairies permanentes engagées, notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds (pose de drain, nivellement...). Un seul renouvellement par travail superficiel du sol et sur validation par l'opérateur	Contrôle visuel	Néant	Définitive	Principale	Totale
Un seul retournement des prairies temporaires engagées, au plus, au cours des 5 ans de l'engagement (sans déplacement) sur validation par l'opérateur	Contrôle visuel	Néant	Définitive	Principale	Totale
Pour chaque parcelle enga-	Analyse du	Cahier de	Réversible	Principale	

¹ si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des obligations de la mesure, cette dernière sera considérée en anomalie

gée, aucune fertilisation azotée (minérale et organique)	cahier de fertilisation ²	fertilisation ³		Seuils	
Sur les parcelles engagées, absence de désherbage chimique, à l'exception des traitements localisés (sur validation par l'opérateur) avant le 1er mai visant : -A lutter contre les chardons et rumex, -A lutter contre les adventices et plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté DGAL « zones non traitées », A nettoyer les clôtures.	Contrôle visuel	Néant	Définitive	Principale	Totale
Interdiction de pâturage par déprimage avant le 15 avril (le pâturage des parcelles avant la montée en fleur des Poacées)	Contrôle visuel	Néant	Réversible	Secondaire	Seuils
Maîtrise des refus et des ligneux à l'occasion de l'entretien	Contrôle visuel	Néant	Réversible	Secondaire	Totale
Absence d'écobuage ou de brûlage dirigé	Contrôle visuel	Néant	Réversible	Secondaire	Totale

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

L'enregistrement des pratiques devra porter a minima, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants :

- Identification de l'élément engagé (n° de l'îlot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces)
- Pratiques de fertilisation des surfaces [dates, quantités, produit (0 pour les apports azotés)].
- Date, type d'intervention mécanique ou de pâturage

SIE :

Les surfaces engagées ne peuvent être cumulées avec les surfaces d'intérêt écologique (SIE) au titre du verdissement et des « bandes tampons » au titre de la conditionnalité.

² Compte tenu de la prise d'effet des engagements au 15 mai de l'année du dépôt de la demande, le respect des quantités maximales d'apports azotés, totaux et minéraux, sera vérifié du 15 mai de l'année n au 14 mai de l'année n+1, chaque année au cours de 5 ans. La quantité d'azote organique épandu sur cette période sera calculée sur la base des valeurs de rejet définies par le Corpen, hors restitution par pâturage.

³ La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée.